



Tous droits réservés

DROIT COMMERCIAL

Séance 1 : Les actes de commerce

I.	Les actes de commerce par nature	4
A)	La distribution (achat pour revendre)	4
1)	L'achat de biens meubles pour les revendre L.110-1, 1°	4
2)	L'achat de biens immeubles pour les revendre L. 110-1, 2°	5
B)	Les activités industrielles (ou entreprises de manufacture)	5
1)	Les activités concernées	5
2)	Distinction avec les activités artisanales (civiles)	6
C)	Les activités de service	7
1)	Les activités de location	7
2)	Les activités de fourniture	7
3)	Les activités de transport	8
4)	Les activités d'intermédiation	8
5)	Les activités de finance (L.110-1 7° et 8°)	9
6)	Les activités de spectacles publics	9
D)	Les activités maritimes	9
II.	Les actes de commerce par la forme	10
A)	La lettre de change	10
B)	Les sociétés commerciales	11
III.	Les actes de commerce par accessoire (ou par accessoire subjectif)	12
A)	Les conditions	12
B)	Les fonctions	13
IV.	Les actes de commerce par l'objet (ou par accessoire objectif)	13

A) Le cautionnement en matière commerciale	14
B) Les cessions	14
1) <i>La cession d'un fonds de commerce</i>	14
2) <i>La cession de contrôle</i>	15

La première condition d'attribution de la qualité de commerçant réside dans l'accomplissement d'actes de commerce (**L. 121-1 C.Com.**).

Le Code de commerce ne donne aucune définition de l'acte de commerce. Il se contente de dresser une liste des actes de commerce aux articles **L. 110-1 et L. 110-2**.



À retenir : Les actes de commerce s'opposent aux actes civils.



Attention : Toutes les activités professionnelles ne sont pas nécessairement des activités commerciales. Les activités artisanales, agricoles et libérales ne sont pas des activités commerciales, mais des activités civiles.

Deux critères d'identification des actes de commerce ont été dégagés par la doctrine et consacrés par la jurisprudence :

- Les actes de commerce ont nécessairement un but spéculatif. L'auteur de l'acte doit avoir la volonté de s'enrichir.
- L'acte de commerce doit en principe s'inscrire dans une pratique régulière. Par exception, il existe des actes de commerce isolés.

La doctrine distingue :

- Les actes de commerce **par nature**,
- Les actes de commerce **par la forme**,
- Les actes de commerce **par accessoire** (également appelés **actes par accessoire subjectif** selon une partie de la doctrine)
- Les actes de commerce **par l'objet** (également appelés **actes par accessoire objectif** selon une partie de la doctrine)

I. Les actes de commerce par nature

Les **actes de commerce par nature** sont ceux qui sont énumérés aux **articles L. 110-1 1° à 9° et L. 110-2 C.Com.**



À retenir : Ils sont réputés avoir la qualité d'actes de commerce de manière irréfragable, dès lors que la condition de répétition des actes est également remplie.

La doctrine a tenté de dresser une classification des actes de commerce par nature.

A) La distribution (achat pour revendre)

Il s'agit de l'achat de biens pour les revendre plus chers, afin de s'enrichir grâce à la différence.

1) L'achat de biens meubles pour les revendre L.110-1, 1°

→ L'achat pour revendre **en l'état** constitue l'acte de commerce par excellence. L'opération peut porter sur des biens meubles corporels ou incorporels.

→ La revente peut également intervenir **après transformation** du bien mobilier acheté.



Exemple : les activités d'édition.

→ **Exclusion des activités agricoles** : Selon l'**article L. 311-1 Code rural**, l'activité est agricole et non commerciale dès lors qu'il y a « *maîtrise d'un cycle biologique végétal ou animal* ».

2) L'achat de biens immeubles pour les revendre L. 110-1, 2°

→ Il s'agit de « *tout achat de biens immeubles aux fins de les revendre.* »



Exemple : le lotisseur qui achète un terrain, le viabilise et le revend par lots.



Attention : Par exception, l'activité de promotion immobilière est une activité civile et non une activité commerciale. Il s'agit d'une sous-catégorie de revente après transformation caractérisée par la réalisation d'un projet immobilier en 3 étapes : acquisition d'un terrain, construction d'un édifice et revente.

B) Les activités industrielles (ou entreprises de manufacture)

L'**article L. 110-1 5° du C .com** vise « *toute entreprise de manufactures* ».

1) Les activités concernées



À retenir : L'activité de manufacture désigne un travail de transformation réalisé sur des biens grâce à des moyens matériels ou humains.



Exemple : industrie mécanique, textile, agro-alimentaire, etc.

Remarque : Cette catégorie fait presque double-emploi avec l'achat de biens pour les revendre après transformation. Elle permet toutefois d'intégrer dans la catégorie des actes de commerce la transformation de biens qui n'ont pas été achetés par l'entrepreneur, mais qui **appartiennent au client**, notamment les activités de réparation ou rénovation de biens.



Exemple : activités des garagistes, teinturiers, plombiers, cordonniers, terrassement.

2) Distinction avec les activités artisanales (civiles)



À retenir : La jurisprudence s'appuie sur le critère de la spéculation sur le matériel utilisé ou sur le travail d'autrui pour distinguer les activités de manufacture des activités artisanales.

L'activité est commerciale si l'entrepreneur spéculé sur le matériel utilisé ou sur le travail d'autrui.

L'activité est civile si la personne travaille seule sans matériel spécifique qu'elle cherche à rentabiliser.



Exemple : plombier-chauffagiste travaillant seul.

Un artisan peut avoir des salariés (en faible nombre), mais son travail personnel doit constituer la source principale de ses revenus.

C) Les activités de service

1) Les activités de location



À retenir : Selon l'**article L.110-1 4° du C.com.**, les activités de location de meuble sont des activités commerciales.



Exemple : location de voiture, d'outils de bricolage, de DVD, etc.



Attention : La location d'immeuble n'est pas un acte de commerce, mais un acte civil.



Exemple : location d'appartement, de parking, etc.

Par exception, la location d'une chambre d'hôtel ou d'une place de camping est un acte de commerce, car la prestation fournie dépasse largement la simple mise à disposition de l'immeuble.

2) Les activités de fourniture



À retenir : Selon l'**article L.110-1 6° du C.Com.**, le fournisseur s'engage à approvisionner le client en biens ou en services de façon continue, pendant une certaine période.



Exemple : fourniture d'eau, d'électricité, de gaz, de carburant, actes d'enlèvement des ordures ménagères, etc.

3) Les activités de transport

L'**article L. 110-1 5° du C.Com.** vise les entreprises de « *transport par terre et par eau* ».



Exemple : entreprises possédant plusieurs véhicules et chauffeurs de taxi salariés.



À retenir : La jurisprudence a étendu la qualification d'acte de commerce aux activités de transport ferroviaire et aérien, aux remontées mécaniques et aux activités de déménagement.



Attention : Ne sont des actes de commerce, mais des actes civils, les activités liées à l'enseignement de la conduite d'un moyen de transport (auto-école, école de voile, etc.).

4) Les activités d'intermédiation

Les activités d'intermédiation sont des actes de commerce :

- **L'entreprise de commission (L.110-1 5°) :** Le commissionnaire effectue en son propre nom des opérations juridiques pour le compte du commettant.
- **Le courtage (L.110-1 7°) :** Le courtier n'intervient pas dans la conclusion du contrat, il se borne à rapprocher les parties.



Exemple : courtier en assurance, courtier bancaire.

- **Les agences et bureaux d'affaires (L.110-1 6°) :** Il s'agit d'intermédiaires chargés de gérer et prendre en charge les affaires d'autrui.



Exemple : agence immobilière, agence de voyages, agence de publicité, etc.

- **Les établissements de vente à l'encan (L.110-1 6°) :** Il s'agit des salles de ventes publiques aux enchères, des entrepôts et garde-meubles.

5) Les activités de finance (L.110-1 7° et 8°)

Les activités de finance sont des activités commerciales par nature.

On distingue :

- **Les opérations de banque définies à l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier (CMF) :**
 - Dépôt de fonds,
 - Opérations de crédit,
 - Les services de paiements
- **Les opérations de change (L.110-1 7 ° C. Com.)**
- **Les opérations sur or, métaux précieux et pièces (art. L.311-2 CMF) ;**
- **Le conseil et l'assistance** en matière de gestion de patrimoine ;
- **Les opérations d'assurance.**

6) Les activités de spectacles publics

L'**article L. 110-1 6° du C.Com.** vise les « *entreprises de spectacles publics* ». Il s'agit des spectacles payants de toute nature.

L'entrepreneur diffuse auprès du public des œuvres d'auteurs (achetées ou louées) avec intention de réaliser un profit.



Attention : sont exclus des actes de commerce les spectacles gratuits ou organisés sans intention spéculative par des associations caritatives.

D) Les activités maritimes

Selon l'**article L. 110-2 du C. Com.**, les activités maritimes sont des actes de commerce.



Exemple : commerce maritime, construction de navires, assurances maritimes, etc.

II. Les actes de commerce par la forme



Définition : Il s'agit des actes qui, par leur seule forme, présentent nécessairement un caractère commercial, indépendamment de la personne qui les souscrit.

Il en résulte une présomption irréfragable de commercialité.

Cette catégorie est relativement restreinte puisqu'il n'y a en réalité que deux types d'actes de commerce par la forme.

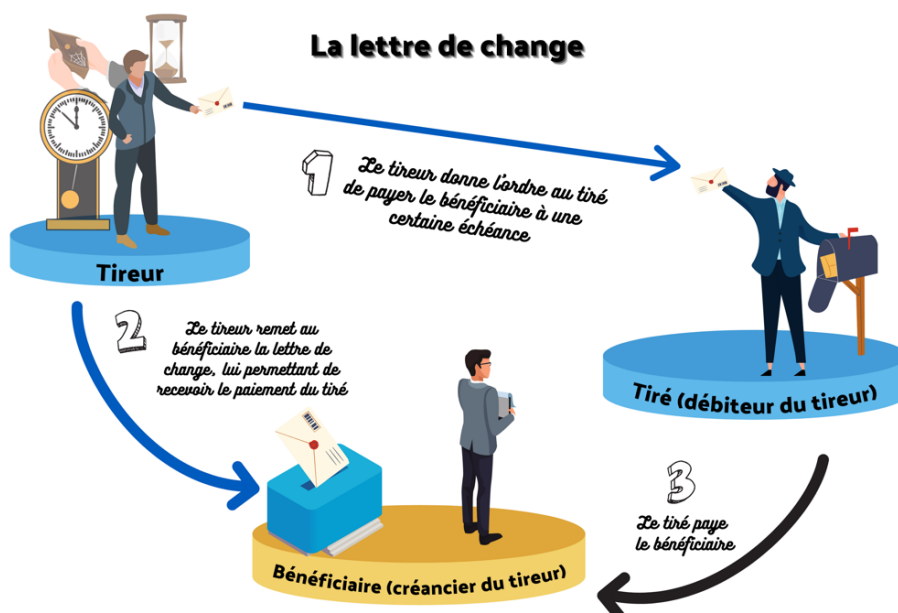
A) La lettre de change



Définition : La lettre de change est un instrument de paiement et de crédit, caractérisé par une relation à trois personnes :

- Le tireur (créancier)
- Le tiré (débiteur)
- Le bénéficiaire

Le tireur (créancier) donne l'ordre au tiré (débiteur) de payer au bénéficiaire une certaine somme à une certaine échéance. Le tireur est créancier du tiré et débiteur du bénéficiaire.





À retenir : Selon l'**article L. 110-1 10 ° C. Com.**, la lettre de change est réputée acte de commerce entre toutes les personnes.

Tout signataire d'une lettre de change accomplit un acte de commerce relevant de la compétence du tribunal de commerce.



Attention : Par opposition, le chèque a une nature civile ou commerciale selon la nature de la créance sur laquelle il repose.

B) Les sociétés commerciales

Selon l'**article 1832 du Code civil**, « la société est instituée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent par un contrat d'affecter à une entreprise commune des biens ou leur industrie en vue de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter. ».



À retenir : Certaines sociétés ont une nature commerciale par leur forme juridique, quelle que soit leur activité. La liste des sociétés commerciales par la forme juridique est donnée par l'**article L. 210-1 al.2 du C.Com.** :

- La SNC (société en nom collectif)
- La SCS (société en commandite simple)
- La SARL (société à responsabilité limitée)
- Les sociétés par action : la SA (société anonyme), la SCA (société en commandite par action), la SAS (société par actions simplifiées), la SE (société européenne).

La société-personne morale a la qualité de commerçant. **Tous les actes accomplis par ces sociétés commerciales sont donc en principe des actes de commerce.**



Attention : Les autres groupements n'auront la qualité de commerçant que s'ils exercent une activité commerciale par nature.

III. Les actes de commerce par accessoire (ou par accessoire subjectif)

Selon l'adage latin « *accessorium sequitur principale* », l'accessoire suit le principal.

L'**article L. 110-1 9° du C. Com.** énonce que « *la loi répute actes de commerce toutes obligations entre négociants, marchands et banquiers.* »



À retenir : Il résulte de cet article que sont présumés être des actes de commerce, tous les actes accomplis par un commerçant pour les besoins de son commerce.

A) Les conditions

En premier lieu, **l'acte doit être accompli par un commerçant.** Contrairement à ce que paraît dire l'**article L.110-1 9°**, la jurisprudence n'exige pas que l'acte soit fait « *entre commerçants* », il suffit que l'acte soit fait par un commerçant.

En second lieu, **l'acte doit être en relation avec son activité commerciale.** L'acte accompli dans le cadre de sa vie personnelle ne deviendra pas commercial par accessoire, il restera civil.

En ce sens, l'**article L. 721-6 C. Com.** prévoit que ne sont pas commerciaux les achats faits par un commerçant pour son usage particulier.



Exemple : Tous les **contrats** qui sont passés par un commerçant dans l'intérêt direct de son entreprise sont commerciaux, tel que l'achat de matériel de bureau, la location de machines, l'emprunt pour financer son activité, l'assurance pour son établissement, etc.

Exception : Certains actes accomplis par un commerçant pour les besoins de son activité commerciale **ne vont pas devenir des actes de commerce, mais rester des actes civils :**

- L'acte d'achat d'un immeuble par un commerçant pour l'exercice de son activité.
- Les dettes fiscales même si elles naissent à l'occasion d'une activité commerciale.

B) Les fonctions

En premier lieu, le principe de l'accessoire a une **fonction probatoire**. Il pose une présomption simple de commercialité. Celui qui veut prouver que les actes ne sont pas commerciaux alors qu'ils ont été accomplis par un commerçant pour les besoins de son commerce doit en rapporter la preuve.

En second lieu, le principe de l'accessoire a une **fonction de qualification**. Il permet une unification du régime des actes accomplis par un commerçant pour son activité et assure la cohérence du système juridique.

IV. Les actes de commerce par l'objet (ou par accessoire objectif)

Certains actes isolés ont été reconnus par la jurisprudence comme des actes de commerce en raison de l'objet de l'opération envisagée, même si leur auteur n'a pas la qualité de commerçant et n'exerce pas d'activité commerciale.

A) Le cautionnement en matière commerciale



Définition : Le cautionnement est un contrat par lequel une personne (la caution) s'engage envers un créancier à payer la dette à la place du débiteur au cas où celui-ci n'exécute pas son obligation.

En principe, la caution qui s'engage sans contrepartie accomplit un acte gratuit, donc cet acte a en principe un **caractère civil**.

Par **exception**, le cautionnement est un acte de commerce si :

- La **dette garantie est commerciale**, sans pour autant que celui qui se porte **garant** ait la qualité de **commerçant**,
- Et le **garant a un intérêt personnel** à la dette.

Il en est ainsi du **cautionnement donné par le dirigeant d'une société** pour garantir les dettes de la société (**Civ. 1^e, 15 juillet 1981, n° 79-16.708**). L'intérêt du dirigeant est ici présumé.



Attention : Le cautionnement est un acte de commerce par accessoire (ou accessoire subjectif) si celui qui se porte garant est commerçant et que le cautionnement est lié à son activité commerciale.

B) Les cessions

1) La cession d'un fonds de commerce



Définition : Le fonds de commerce est un ensemble de biens mobiliers regroupés par le commerçant pour l'exercice de son activité commerciale.

L'achat d'un fonds de commerce réalisé par une personne n'ayant pas encore la qualité de commerçant dans le but d'exercer une activité commerciale est un acte de commerce par l'objet (ou par accessoire objectif). Cet achat est indispensable pour qu'il puisse commencer son activité commerciale et ainsi devenir commerçant.

De même l'acte de **cession** d'un fonds de commerce réalisé par un commerçant est un acte de commerce par l'objet, peu importe que l'opération lui fasse perdre sa qualité de commerçant.

2) La cession de contrôle

La cession des actions d'une société est en principe un acte civil, même si elle est effectuée entre des commerçants.



À retenir : Par exception, la cession d'actions est un acte de commerce si elle permet au cessionnaire de prendre le contrôle de la société, alors même que le cessionnaire n'a pas nécessairement la qualité de commerçant (**Com. 24 novembre 1992, n° 91-10.699**).